

Barack : Israël pourrait définir unilatéralement les frontières de l'État palestinien

RÉSEAU VOLTAIRE | 4 MARS 2013



Le Congrès 2013 de l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC) s'est ouvert, dimanche 3 mars, à Washington. Plus de 12 000 délégués y participent dans une ambiance morose : de lourdes incertitudes planent sur la composition des nouveaux gouvernements israélien et états-unien, alors même que le lobby s'est montré incapable d'empêcher la **nomination de Chuck Hagel**.

Au cours de la première journée de travail, les organisateurs ont tenu à souligner que la question palestinienne n'était plus la priorité, eu égard aux autres problèmes que traverse le Proche-Orient, notamment le développement de l'Iran. À ce sujet, le lobby cherche toujours à faire passer une loi reconnaissant le droit à Israël de conduire une action militaire préventive contre Téhéran.

Surtout, le lobby a décidé de tout faire pour empêcher que les coupes budgétaires US affectent l'aide à Israël (300 millions de dollars pourraient être retirés des 3 milliards habituels). Pour cela, il est envisagé de soumettre une loi au Congrès élevant l'État juif au statut particulier d'« *allié stratégique majeur* » et précisant que

le budget de l'aide échappe au séquestre.

Enfin, dans son discours, le général Ehud Barak, ministre israélien de la Défense, a insisté sur la nécessité de défendre « *la solution à deux États* » comme unique moyen d'empêcher la création d'un État binational (seul conforme au plan initial des Nations Unies). Il a indiqué qu'en cas de problème, Tel-Aviv se réservait la possibilité de définir unilatéralement les frontières de l'État palestinien [probablement en faisant fusionner la Jordanie et les Territoires], en conservant le contrôle de la vallée du Jourdain.

Source : « Barak : Israël pourrait définir unilatéralement les frontières de l'État palestinien », *Réseau Voltaire*, 4 mars 2013, www.voltairenet.org/article177736.html